

CENSURONS

CE GOUVERNEMENT ET SA POLITIQUE

Le gouvernement a décidé de passer en force, d'utiliser la méthode du coup d'Etat en recourant à l'article 49-3 de la Constitution pour imposer, sans vote, la loi dite « Travail ».
PLUS QUE JAMAIS, L'ÉPREUVE DE FORCE EST DÉSORMAIS ENGAGÉE !

L'immense majorité de la population est opposée à cette loi antisociale. Des centaines de milliers descendent dans la rue, signent des pétitions, font grève, occupent... Hollande et son gouvernement s'en moquent. Ils se donnent le droit de décider à notre place, prétendent qu'ils savent mieux que nous ce qui est bon et juste.

Pourtant, depuis des années, sur les retraites, la santé, l'éducation, la Sécu, le chômage, les salaires, les licenciements, le nucléaire, les grands projets inutiles, la politique migratoire..., les gouvernements successifs détruisent la protection sociale, les services publics, l'emploi, les droits démocratiques, l'environnement et notre avenir.

Une brutale politique de régression sociale et démocratique au service de la minorité capitaliste du Medef et de la finance contre l'immense majorité de la population.

**AUCUNE HÉSITATION :
DÉGAGEONS
LE GOUVERNEMENT ET SA LOI !**

Ce gouvernement a jusque-là montré son acharnement à faire

passer sa politique antipopulaire en utilisant la violence policière pour diviser, réprimer, matraquer et blesser les manifestant(e)s ; en criminalisant les opposant(e)s, en les poursuivant et les condamnant à de lourdes peines.

Maintenant, faute d'avoir convaincu ses propres parlementaires, il recourt aux institutions antidémocratiques (le 49-3) et se livre au chantage: soit sa loi Travail, soit la censure.

Ce gouvernement n'est légitime ni pour la population ni dans sa propre majorité : **ce gouvernement doit dégager !**

Si l'Assemblée nationale le maintient, c'est à la rue, à la mobilisation de dire à ceux qui veulent imposer la destruction du Code du travail : **Non, vous ne nous représentez pas !**

**CONTRE LA LOI TRAVAIL,
LA RUE DOIT GOUVERNER !**

Dans la foulée de l'état d'urgence, le gouvernement pensait pouvoir tout se permettre. C'est raté. Il est au-

jourd'hui en mauvaise posture, le PS est dans une crise profonde. Cela offre au mouvement social la possibilité – enfin! - de gagner, de donner un coup d'arrêt à la politique réactionnaire, de reprendre confiance en ses forces, y compris pour renverser la vapeur et reprendre l'offensive pour les droits sociaux et démocratiques des classes populaires.

Pour toutes celles et ceux qui refusent la loi Travail - salarié(e)s, retraité(e)s, précaires, chômeurs/euses, lycéen(ne)s, étudiant(e)s -, **c'est le moment d'y aller toutes et tous ensemble.**

A travers les AG, les interpros, dans nos syndicats, les «Nuits debout», etc., prenons en main l'organisation de notre mouvement, décidons des suites à donner pour le consolider et l'élargir, pour faire converger nos luttes vers une mobilisation d'ensemble durable, seule capable d'en finir avec cette loi, ce gouvernement et ce monde d'injustices et d'inégalités.